

Distribution limitée

Neuvième session

Conseil intergouvernemental du Programme Information pour tous

30-31 mai 2016 Maison UNESCO, Paris (Bâtiment Fontenoy, salle XI) 9 h 30 – 12 h 30 et 14 h 30 – 17 h 30

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Renforcement du réseau des Comités nationaux du PIPT

Résumé

Les comités nationaux du PIPT ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser l'appropriation nationale du Programme, adapter ses ressources au contexte national et appeler l'attention de son réseau mondial sur les tendances émergentes. Cependant, les comités nationaux ne peuvent remplir cette fonction que s'ils disposent de capacités suffisantes: connaissances techniques et ressources financières et humaines. La première Réunion des comités nationaux du PIPT tenue à Moscou en novembre 2009 a permis, grâce au partage d'expériences, d'appuyer le renforcement des structures nationales du Programme.

Les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 mettent l'accent sur les résultats à l'échelon national, ce qui souligne une nouvelle fois que le PIPT doit disposer de solides structures nationales pour mobiliser efficacement son potentiel de contribution à ce plan d'action international majeur. La tenue d'une deuxième Réunion des comités nationaux du PIPT est l'occasion de renforcer davantage la capacité de ces derniers et celle du Programme à appuyer la réalisation des ODD à l'échelon national.

Aperçu de la première Réunion des comités nationaux du PIPT

La première Réunion des comités nationaux du PIPT s'est tenue à Moscou les 7 et 8 décembre 2009. Elle a été organisée conjointement par le Secrétariat de l'UNESCO, le Comité russe du PIPT et son groupe de travail – le Centre de coopération interrégionale des bibliothèques –, avec le soutien de la Commission nationale de la Fédération de Russie pour l'UNESCO et du Ministère russe de la culture.

Étaient présents à cet événement les présidents et représentants de 17 comités nationaux du PIPT (Allemagne, Autriche, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Fédération de Russie, France, Israël, Jordanie, Lituanie, Moldova, Nigéria, Philippines, Pologne, Slovaquie et Thaïlande). La réunion a donné à ces comités l'occasion de présenter leurs activités en cours, les divers acteurs nationaux et les initiatives entreprises au titre de la mise en œuvre du PIPT.

Ce dialogue ouvert a permis d'identifier de nouvelles voies à suivre, notamment des stratégies en faveur de l'utilisation et la mise en œuvre du document d'orientation des politiques de la société de l'information du PIPT dans les cadres nationaux, ainsi que des perspectives de synergies nouvelles et de collaborations multilatérales renforcées. Il en est également ressorti que malgré des différences majeures de structure organisationnelle et administrative et de contexte économique et politique national, les comités nationaux du PIPT font face à des difficultés communes, en particulier :

- obtenir des fonds suffisants pour élaborer et mettre en œuvre des projets, réaliser des études et rémunérer les spécialistes qui participent à leur élaboration ;
- obtenir des financements et des locaux pour assurer les fonctions administratives et autres, même élémentaires, liées à leurs activités;
- répondre aux besoins des responsables politiques nationaux en matière de renforcement des capacités liées aux problèmes émergents ;
- communiquer les réalisations du PIPT.

À l'issue de cette réunion, il a été convenu que les Principes directeurs pour la création de comités nationaux du PIPT et leur fonctionnement seraient mis à jour de façon à prendre en compte ces enseignements. La première Réunion des comités nationaux du PIPT a donc permis de mener une réflexion collective, d'apprendre des différentes régions et de renouveler les engagements en faveur des objectifs du Programme.

Orienter le réseau du PIPT en vue de contribuer au Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les six domaines prioritaires stratégiques du PIPT représentent une contribution importante à la réalisation des 17 objectifs, des 169 cibles et de la vision plus large d'une action durable pour l'humanité, la planète et la prospérité énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les réalités locales doivent constituer le point de départ et le fondement du développement durable. Ainsi, pour mobiliser efficacement le potentiel du PIPT, ses structures nationales doivent jouer un rôle clé en accompagnant l'adaptation et la localisation des pratiques mondiales et régionales en vue de répondre aux besoins des pays. En outre, elles doivent être capables d'identifier les tendances émergentes et d'alimenter le dialogue et la réflexion sur leur impact potentiel, en s'appuyant sur le savoir-faire des réseaux mondiaux du PIPT.

À la suite de la première Réunion des comités nationaux du PIPT, des efforts visant à créer ou renforcer de nouveaux comités ou points focaux nationaux ont été déployés dans les pays suivants :

Afrique du Sud, Argentine, Azerbaïdjan, Bolivie, Gabon, Grenade, Iran, Mongolie, Paraguay, République dominicaine, San Salvador, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay et Zambie.

En réponse à un appel lancé aux États membres en 2013 au nom du Conseil du PIPT, des experts nationaux issus de 20 États membres ont été désignés membres des groupes de travail du Programme. Par ailleurs, des efforts soutenus ont été déployés pour assurer la participation des comités nationaux du PIPT à des événements régionaux et internationaux organisés dans le cadre du Programme, ainsi qu'aux activités menées par l'UNESCO dans les domaines prioritaires du PIPT. En outre, le renforcement des partenariats entre le Programme et diverses institutions œuvrant dans le secteur a permis d'accroître la portée et l'impact du PIPT.

À travers ses activités et partenariats, le Programme a soutenu l'élaboration et la diffusion de plusieurs outils d'aide à la formulation des politiques, par exemple les déclarations et actes issus de ses conférences, des travaux de recherche et les lignes directrices et recommandations soumises aux organes directeurs de l'UNESCO et approuvés par eux. Ces ressources basées sur un dialogue régional et international constituent des outils riches et variés, qui peuvent servir à appuyer les initiatives menées à l'échelon national dans les six domaines prioritaires stratégiques du PIPT. Pour être efficaces, ils doivent être adaptés au contexte national et local et s'appuyer sur une solide appropriation par les pays. Les comités nationaux du PIPT devraient jouer un rôle de soutien important dans ces processus.

L'intérêt porté au Programme et le nombre croissant de réalisations obtenues par ce dernier sont des signes positifs. Toutefois, les capacités et le niveau d'autonomie des comités nationaux du PIPT sont très variables. Cela influe sur leur capacité à exécuter le mandat du Programme et à contribuer à la réalisation des ODD qui visent des améliorations concrètes sur le terrain, et met en évidence la nécessité de renforcer ces structures.

La tenue d'une deuxième Réunion des comités nationaux du PIPT permettrait, d'une part, de définir des plans en vue de redynamiser et renforcer le réseau du Programme, et, d'autre part, de contribuer à l'élaboration d'un plan global du PIPT en vue de la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

ANNEXE

Projet de proposition concernant la ou les réunions internationales/ régionales des comités nationaux et/ou des membres du réseau du PIPT

Titre: Réunion de consultation internationale/régionale des comités nationaux du PIPT

Date de l'événement : à déterminer

Lieu: (à déterminer en fonction des États membres qui souhaiteront accueillir l'événement)

Budget: à définir

Contexte

Le Programme Information pour tous (PIPT) est un programme intergouvernemental de l'UNESCO créé en 2001 pour offrir une plate-forme de discussion internationale sur les politiques et formuler des principes directeurs pour l'action à mener dans le domaine de l'accès à l'information et au savoir, en vue de la participation de tous aux sociétés du savoir. Le programme du PIPT est axé sur six domaines prioritaires stratégiques : (i) information pour le développement ; (ii) formation à la maîtrise de l'information ; (iii) préservation de l'information ; (iv) éthique de l'information ; (v) accessibilité de l'information et (vi) multilinguisme dans le cyberespace. Ces six axes constituent un vaste domaine de contribution au programme de travail de l'UNESCO ainsi qu'à d'autres plans d'action internationaux, notamment les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, et le Plan d'action et la Déclaration du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le PIPT peut apporter une réponse crédible et non négligeable aux défis liés à la fracture numérique et à la réalisation des objectifs adoptés par la communauté internationale en faveur du développement humain.

Pour orienter son travail, le PIPT a mis en place une structure chargée d'appuyer ses activités aux niveaux international, régional et national ainsi que d'assurer une cohérence et une synergie entre son rôle de soutien aux politiques, les besoins concrets des pays et le partage de bonnes pratiques. Cette structure est constituée :

- (a) d'un Conseil intergouvernemental composé de 26 États membres élus par la Conférence générale de l'UNESCO ;
- (b) d'un Bureau composé de huit États membres élus par le Conseil et chargé de formuler et mettre en œuvre, en collaboration avec le Secrétariat de l'UNESCO et les groupes de travail, des interventions concrètes dans les domaines prioritaires stratégiques du PIPT, en appui aux objectifs stratégiques et politiques du Programme;
- (c) des comités nationaux du PIPT, dont le rôle est d'assurer la mise en œuvre à l'échelon national, de promouvoir l'échange de pratiques, de soutenir la recherche et d'aider à repérer les problèmes existants ou émergents liés à la société de l'information pour lesquels l'action et le réseau du PIPT et de l'UNESCO peuvent être utiles;
- (d) de groupes de travail relatifs aux six domaines prioritaires stratégiques du PIPT, composés d'experts nationaux désignés par les États membres et/ou le Bureau, qui participent à l'élaboration d'outils ou d'activités d'aide à la formulation des politiques et donnent des conseils dans chacun des six domaines stratégiques;
- (e) du Secrétariat du PIPT (assuré par la Division des sociétés du savoir du Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO), qui participe à l'organisation des réunions statutaires et aide le Bureau à mettre en œuvre ses activités et à développer des synergies entre les projets menés par les États membres et les activités de l'UNESCO relatives au PIPT;

(f) de divers partenaires du secteur intergouvernemental (Groupe opérationnel des Nations Unies pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques de l'Université des Nations Unies – UNU-EGOV, Conseil de l'Europe, etc.), d'agences et d'instituts gouvernementaux (Centre d'excellence africain pour l'éthique de l'information, Afrique du Sud; Agence présidentielle pour la gouvernance électronique et la société de l'information et du savoir – AGESIC, Uruguay; etc.) et d'associations professionnelles (Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques – IFLA; Internet Society – ISOC; etc.) qui, à travers diverses formes de soutien non financier et indirect, contribuent à l'exécution du mandat général du PIPT.

Aperçu de la Réunion

La Réunion de consultation régionale des comités nationaux du PIPT offrira une occasion importante de rassembler les membres du réseau du Programme et de redynamiser, examiner et renforcer leurs capacités, ainsi que de faire connaître et partager leur approche de la mise en œuvre des activités du PIPT et leur contribution au programme international de développement. Cet événement aura vocation, en particulier, à :

- faire le bilan des progrès de la mise en œuvre des recommandations de la première Réunion de consultation des comités nationaux du PIPT (7-8 décembre 2009, Moscou, Fédération de Russie) ;
- recenser les contributions uniques et apportant une valeur ajoutée que le PIPT est susceptible de fournir pour la réalisation des ODD à l'horizon 2030 dans ses six domaines de spécialité, et élaborer un cadre d'action ciblé, assorti d'un calendrier et axé sur les résultats pour la coordination et le suivi de la contribution du PIPT aux objectifs et cibles de développement durable;
- chercher à mieux comprendre les besoins des sociétés du savoir des différentes régions et les tendances qui les concernent, et recenser les nouveaux défis et possibilités afin de mieux orienter les interventions régionales et nationales du PIPT;
- réfléchir aux difficultés rencontrées et aux réalisations accomplies par le Programme depuis la première Réunion de consultation des comités nationaux du PIPT et, plus particulièrement, mettre en commun les résultats des grands événements du PIPT tenus entre 2008 et 2016 ainsi que les outils d'aide à la formulation des politiques élaborés pour leur diffusion et leur application;
- échanger des bonnes pratiques favorisant l'efficacité et la viabilité des comités nationaux du PIPT.

Étapes clés de la préparation de la Réunion

- Décision par le Conseil du PIPT, à sa 9^e session, d'approuver la tenue de l'événement.
- Désignation du pays hôte.
- Élaboration de l'ordre du jour de la Réunion, d'une note conceptuelle et des documents de travail.
- Préparation du budget de la Réunion et du plan de collecte de fonds.
- Logistique et promotion de la Réunion.
- Diffusion et mise en œuvre des résultats de la Réunion.

Comités nationaux du PIPT

1	Argentine	Amérique latine et Caraïbes
2	Belgique	Europe et Amérique du Nord
3	Botswana	Europe et Amérique du Nord
4	Brésil	Amérique latine et Caraïbes
5	Canada	Europe et Amérique du Nord
6	Chili	Amérique latine et Caraïbes
7	Chine	Asie et Pacifique
8	Colombie	Amérique latine et Caraïbes
9	Congo (République démocratique du)	Afrique
10	Côte d'Ivoire	Afrique
11	Croatie	Europe et Amérique du Nord
12	Cuba	Amérique latine et Caraïbes
13	République tchèque	Europe et Amérique du Nord
14	République populaire démocratique de Corée	Asie et Pacifique
15	Danemark	Europe et Amérique du Nord
16	Égypte	États arabes
17	France	Europe et Amérique du Nord
18	Gabon	Afrique
19	Géorgie	Europe et Amérique du Nord
20	Allemagne	Europe et Amérique du Nord
21	Ghana	Afrique
22	Hongrie	Europe et Amérique du Nord
23	Indonésie	Asie et Pacifique
24	Iran	Asie et Pacifique
25	Israël	Europe et Amérique du Nord
26	Italie	Europe et Amérique du Nord
27	Jamaïque	Amérique latine et Caraïbes
28	Japon	Asie et Pacifique
29	Jordanie	États arabes
30	Lituanie	Europe et Amérique du Nord
31	Madagascar	Afrique
32	Mali	Afrique
33	Malte	Europe et Amérique du Nord
34	Mauritanie	Afrique
35	Mongolie	Asie et Pacifique
36	Pays-Bas	Europe et Amérique du Nord
37	Nicaragua	Afrique
38	Niger	Afrique
39	Nigéria	Afrique
40	Norvège	Europe et Amérique du Nord
41	Pacifique	Asie et Pacifique
42	Pakistan	Asie et Pacifique

IFAP-2016/COUNCIL.IX/Inf.10 Rev Annexe – page 4

43	Philippines	Asie et Pacifique
44	Pologne	Europe et Amérique du Nord
45	Portugal	Europe et Amérique du Nord
46	République de Corée	Asie et Pacifique
47	République de Maurice	Afrique
48	Fédération de Russie	Europe et Amérique du Nord
49	Arabie saoudite	Afrique
50	Serbie et Monténégro	Europe et Amérique du Nord
51	Slovaquie	Europe et Amérique du Nord
52	Afrique du Sud	Afrique
53	Espagne	Europe et Amérique du Nord
54	Sri Lanka	Afrique
55	Swaziland	Afrique
56	Thaïlande	Asie et Pacifique
57	Togo	Afrique
58	Tunisie	États arabes
59	Turquie	Asie et Pacifique
60	Ukraine	Europe et Amérique du Nord
61	Ouzbékistan	Europe et Amérique du Nord